

libre d'agir à sa guise pourvu qu'il respecte la loi et n'entrave pas la liberté d'autrui. Avant tout, l'individu doit avoir la liberté de subvenir aux besoins de ses semblables. Mais nous ne jouissons pas de cette liberté. Nous pouvons déceler autour de nous des lacunes, nous pouvons avoir les ressources et le désir de les combler, mais nous n'en avons pas la liberté.

Le régime ou les personnes responsables du régime déterminent quels sont les besoins auxquels nous répondrons et qui s'en chargera. Un jeune ménage veut posséder une maison. Cette maison vaut dans les \$15,000. Ces jeunes gens peuvent verser les \$15,000 nécessaires à l'achat de la maison, mais ils ne sont pas libres d'acquérir cette propriété, parce que le régime exige qu'ils paient \$15,000 d'intérêts en plus des \$15,000 du prix d'achat; or, ils n'en ont sûrement pas les moyens.

Le problème fondamental des Canadiens aujourd'hui est le maintien et l'amélioration de leur niveau de vie dans un monde en pleine évolution. Notre régime financier est l'un des moyens qui nous sont donnés pour atteindre ce but. Mais l'expérience a démontré que ce n'est que très rarement, soit lorsque des conditions très spéciales se sont trouvées réunies en même temps, que nous avons pu jouir de la prospérité sans inflation. La plupart du temps, nous avons été forcés, par ce système, de choisir entre deux maux, l'inflation d'une part, et le chômage d'autre part.

La raison d'être de nos sociétés financières, industrielles et commerciales, c'est de répondre aux besoins de la population. Les Canadiens ont une multitude de besoins auxquels il faudrait répondre, sans parler des nombreux besoins qui existent ailleurs dans le monde. Ici au Canada, nous avons quantité de ressources naturelles, de matériaux, une puissance industrielle considérable, en grande partie à l'état latent. En outre, nous avons un énorme excédent de main-d'œuvre, s'élevant à environ 500,000 travailleurs.

Il ne fait pas de doute qu'un régime financier bien adapté aux besoins de l'heure réussirait à rassembler tous ces éléments et jouerait le rôle de catalyseur, de sorte que la machine industrielle commencerait à produire de façon à répondre à son objectif primordial, qui est de satisfaire les besoins de l'humanité. Que notre machine industrielle tourne au ralenti et que bon nombre de ses rouages soient déjà immobilisés, alors que nous comptons environ un demi-million de chômeurs et que des millions de besoins restent insatisfaits, cela démontre de soi que notre régime financier actuel n'est plus satisfaisant.

En outre, aucune nouvelle production, ou, pour mettre les choses au mieux, même une très faible production ne peut être réalisée sans que s'ensuive un fardeau correspondant

de dettes. La nouvelle production, c'est de plus en plus le cas, ne peut être absorbée sans qu'on accroisse en même temps le fardeau des dettes, et ce, à tel point que bon nombre de nos ouvriers doivent aujourd'hui hypothéquer pour deux ou trois années à l'avance une bonne part de leurs revenus. Pendant combien de temps encore un tel état de choses peut-il se prolonger? Tôt ou tard, nous serons nécessairement rattrapés, et, alors, selon toute probabilité, ce sera le désastre.

A maintes reprises, M. Coyne nous a avertis que nous vivions au-dessus de nos moyens. Les déclarations de M. Coyne nous seraient de beaucoup plus utiles s'il définissait plus clairement ses mots et s'il nous disait ce qu'il entend exactement par «nos moyens». Si par «nos moyens», il veut dire notre aptitude à assumer d'autres dettes, je pense qu'il a raison car il me semble que la pratique qui consiste à choisir la voie la plus facile, soit contracter des dettes que nous allons transmettre à la prochaine génération, recèle quelque chose d'immoral, surtout si nos successeurs n'en retirent aucun avantage. La prochaine génération aura assez à faire avec ses propres problèmes sans avoir en plus les nôtres. La déclaration de M. Coyne, comme le budget supplémentaire, semble reposer sur deux hypothèses.

Une de ces hypothèses, c'est qu'il n'y a d'autre choix que le régime actuel. L'autre supposition, c'est que le régime actuel ne peut être amélioré, que nous devons nous en tenir là et continuer à vivre sous son empire en nous y adaptant chaque fois que ce sera nécessaire.

Je ne suis pas, pour ma part, disposé à accepter ces deux suppositions, surtout si j'en crois les renseignements obtenus jusqu'ici. A mon avis, il est absurde de pouvoir mettre un spoutnik en orbite et lancer des missiles téléguidés dans l'espace sans être assez ingénieux pour rectifier les défauts évidents de notre régime financier ou le remplacer par un meilleur. Que devrait-on faire? Évidemment, la première chose serait de découvrir la cause de l'effondrement de notre système financier. C'est pourquoi j'invite à nouveau instamment le gouvernement,—ainsi que je l'ai déjà fait à plusieurs reprises,—à instituer une commission royale, ou quelque organisme compétent, afin d'étudier et d'examiner notre régime financier et de recommander les changements qu'il y aurait lieu de faire pour redresser ses lacunes et ses défauts évidents.

M. Brunsten: Le député me permettrait-il de poser une question? Il recommande l'institution d'une commission royale. Cependant, il me semble avoir entendu beaucoup de critiques à l'égard des commissions royales. Veut-il réellement qu'on en établisse une?